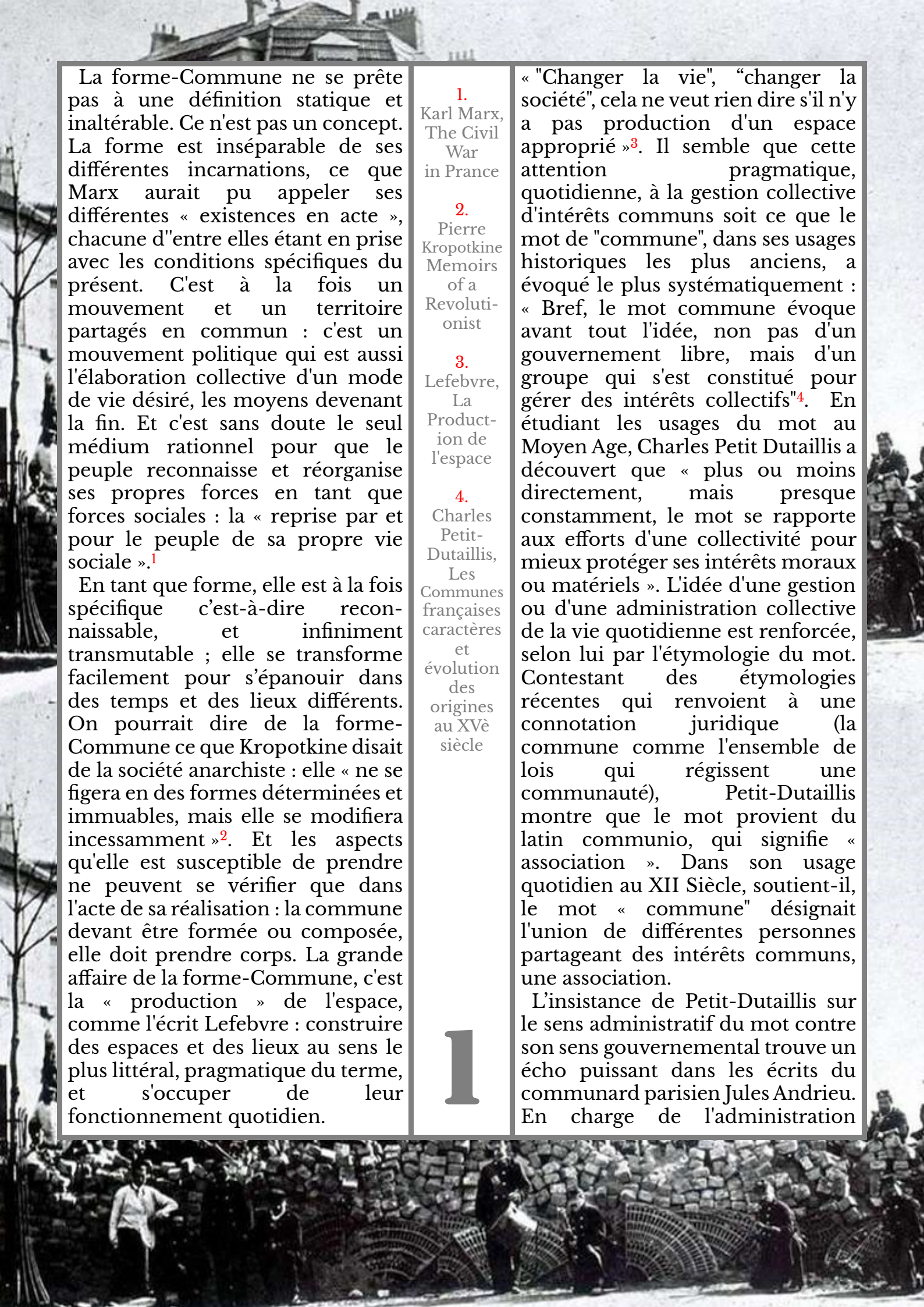




# Composition

Texte extrait du livre *la forme commune* par Kristin Ross aux éditions La Fabrique

La composition est la marque d'un investissement massif dans l'organisation de la vie en commun sans les exclusions au nom des idées, des identités ou des idéologies qu'on rencontre si fréquemment dans les milieux radicaux. En tant que tel, c'est le tissage d'un nouveau type de solidarité, où l'unité d'expérience compte plus que la divergence d'opinions, et qui répond à la conviction de Kropotkine pour qui la solidarité n'est ni une éthique ni un sentiment moral – c'est une stratégie révolutionnaire, et sans doute la plus importante de toutes.



La forme-Commune ne se prête pas à une définition statique et inaltérable. Ce n'est pas un concept. La forme est inséparable de ses différentes incarnations, ce que Marx aurait pu appeler ses différentes « existences en acte », chacune d'entre elles étant en prise avec les conditions spécifiques du présent. C'est à la fois un mouvement et un territoire partagés en commun : c'est un mouvement politique qui est aussi l'élaboration collective d'un mode de vie désiré, les moyens devenant la fin. Et c'est sans doute le seul médium rationnel pour que le peuple reconnaisse et réorganise ses propres forces en tant que forces sociales : la « reprise par et pour le peuple de sa propre vie sociale ».<sup>1</sup>

En tant que forme, elle est à la fois spécifique c'est-à-dire reconnaissable, et infiniment transmutable ; elle se transforme facilement pour s'épanouir dans des temps et des lieux différents. On pourrait dire de la forme-Commune ce que Kropotkine disait de la société anarchiste : elle « ne se figera en des formes déterminées et immuables, mais elle se modifiera incessamment »<sup>2</sup>. Et les aspects qu'elle est susceptible de prendre ne peuvent se vérifier que dans l'acte de sa réalisation : la commune devant être formée ou composée, elle doit prendre corps. La grande affaire de la forme-Commune, c'est la « production » de l'espace, comme l'écrit Lefebvre : construire des espaces et des lieux au sens le plus littéral, pragmatique du terme, et s'occuper de leur fonctionnement quotidien.

1.  
Karl Marx,  
The Civil  
War  
in France

2.  
Pierre  
Kropotkine  
Memoirs  
of a  
Revoluti-  
onist

3.  
Lefebvre,  
La  
Producti-  
on de  
l'espace

4.  
Charles  
Petit-  
Dutaillis,  
Les  
Communes  
françaises  
caractères  
et  
évolution  
des  
origines  
au XV<sup>e</sup>  
siècle

« "Changer la vie", "changer la société", cela ne veut rien dire s'il n'y a pas production d'un espace approprié »<sup>3</sup>. Il semble que cette attention pragmatique, quotidienne, à la gestion collective d'intérêts communs soit ce que le mot de "commune", dans ses usages historiques les plus anciens, a évoqué le plus systématiquement : « Bref, le mot commune évoque avant tout l'idée, non pas d'un gouvernement libre, mais d'un groupe qui s'est constitué pour gérer des intérêts collectifs »<sup>4</sup>. En étudiant les usages du mot au Moyen Age, Charles Petit Dutaillis a découvert que « plus ou moins directement, mais presque constamment, le mot se rapporte aux efforts d'une collectivité pour mieux protéger ses intérêts moraux ou matériels ». L'idée d'une gestion ou d'une administration collective de la vie quotidienne est renforcée, selon lui par l'étymologie du mot. Contestant des étymologies récentes qui renvoient à une connotation juridique (la commune comme l'ensemble de lois qui régissent une communauté), Petit-Dutaillis montre que le mot provient du latin *communio*, qui signifie « association ». Dans son usage quotidien au XII<sup>e</sup> Siècle, soutient-il, le mot « commune » désignait l'union de différentes personnes partageant des intérêts communs, une association.

L'insistance de Petit-Dutaillis sur le sens administratif du mot contre son sens gouvernemental trouve un écho puissant dans les écrits du communard parisien Jules Andrieu. En charge de l'administration





communale de la ville de Paris pendant la Commune de 1871, Andrieu s'occupait du fonctionnement quotidien de la ville et de la survie matérielle de sa population. Pour Andrieu, l'aspect le plus « satanique » du plan de bataille de Thiers était l'arrêt brutal des services publics et les effets qu'il devait avoir sur la vie quotidienne dans la ville. Il suffirait d'un ou deux jours pour que le chaos règne : cadavres qui restent à l'air libre faute d'être enterrés dans les cimetières, fontaines à sec, ordures qui s'amassent dans les rues, égouts débordants. Pour Andrieu, le projet de la Commune était de distinguer en permanence l'échelon municipal de l'échelon national ; il s'agissait d'administrer Paris et les besoins quotidiens de ses habitants et d'éviter tout ce qui semblait relever du gouvernement national : "l'idée mère du mouvement du 18 mars était que la Commune de Paris renonçait à gouverner la France »<sup>5</sup>. Andrieu considérait que son rôle était de se plonger dans les dimensions les plus basiques du fonctionnement de la ville - du ravitaillement aux égouts, de l'éclairage à l'accès à l'eau et la gestion des cimetières - et d'ignorer, pour l'essentiel, la pyrotechnie verbale et la rhétorique volontiers démagogique qui avaient cours chez certains de ses collègues à l'autre bout de Paris, à l'Hôtel de Ville. La Commune n'était pas une chose qui pouvait être proclamée – elle devait être construite en commençant par la base. « La commune avait besoin d'administrateurs, elle regorgeait de gouvernants »<sup>6</sup> ; Les

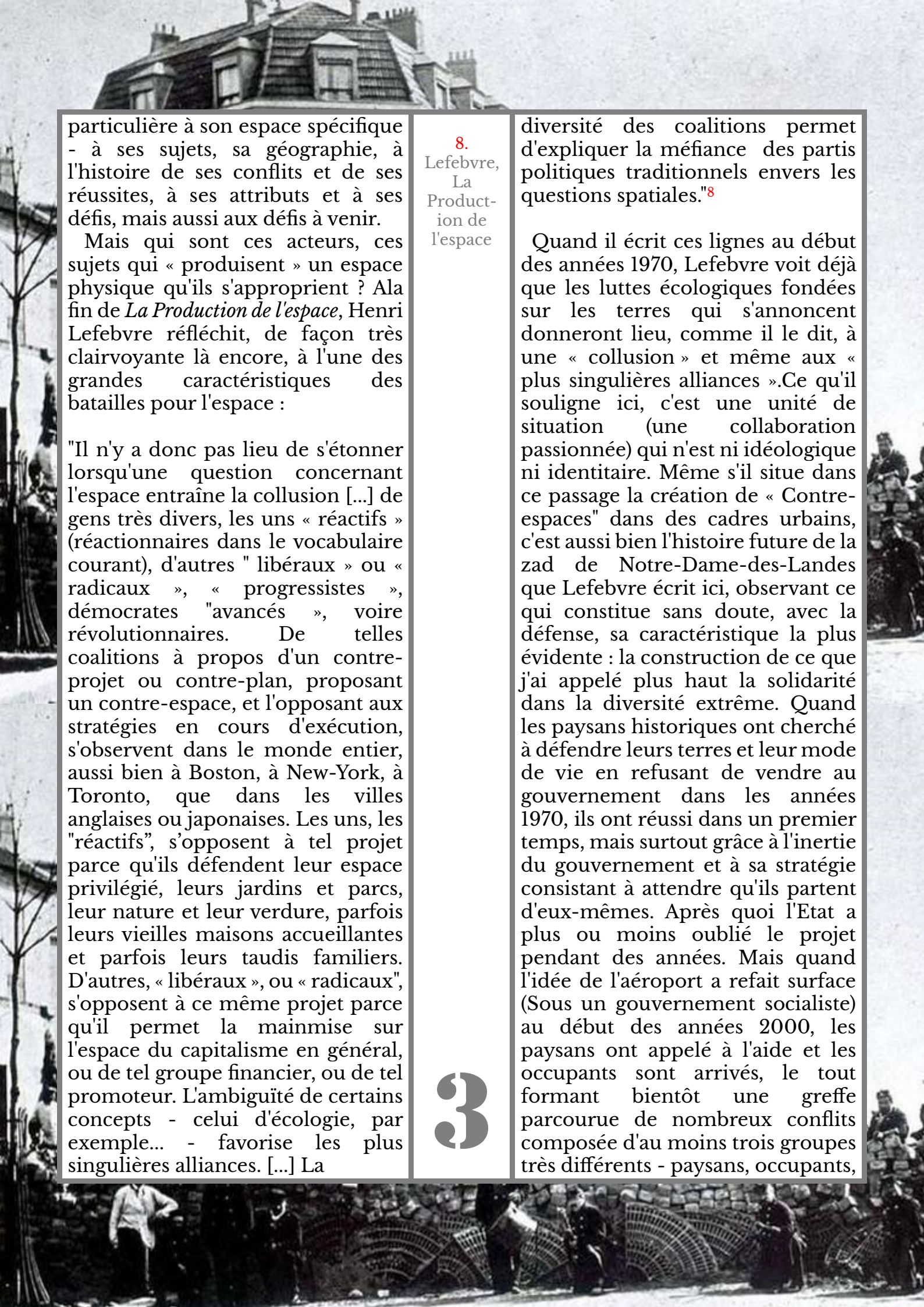
5.  
Jules  
Andrieu,  
Notes  
pour  
servir à  
l'histoire  
de la  
Commune  
de  
Paris en  
1871

6.  
Ibid

7.  
Ibid

« gouvernants » étaient ceux qui prenaient des décrets sans assumer la responsabilité de leur exécution, qui prenaient des poses pour l'avenir au lieu de parler dans et pour le moment présent : « c'est démodé, c'est théâtral, c'est jacobin ». Les administrateurs, en revanche, étaient ceux qui répondaient jour après jour aux nécessités quotidiennes et qui assumaient la responsabilité de satisfaire ces besoins de leur mieux : "En révolution, je crois que tout ce qui n'est pas utile est nuisible »<sup>7</sup>.

Par conséquent, si l'affaire de la forme-Commune est moins le gouvernement que la gestion d'intérêts communs, c'est donc que la forme suppose un engagement permanent à *ne pas* mettre en place des rapports et des institutions sous une forme définitive et bornée mais à construire dans un esprit d'ouverture continue à l'improvisation collective et aux confrontations créatrices et pratiques avec la situation du moment. On peut la voir comme un projet ouvert, qui nous oriente et nous fait avancer vers un horizon au-delà du capitalisme et au-delà de la bureaucratie étatique. La transmutabilité de la forme tient aux individus singuliers qui font chaque commune et qui en la faisant esquissent un mode de vie, une subsistance en fonction du site de la commune, de son emplacement. Et ce mode de vie, ces individus qui font la commune l'imaginent aussi en fonction de ce qu'ils décident de l'aspect que leur émancipation politique doit prendre. Chaque commune est ainsi construite d'une façon



particulière à son espace spécifique - à ses sujets, sa géographie, à l'histoire de ses conflits et de ses réussites, à ses attributs et à ses défis, mais aussi aux défis à venir.

Mais qui sont ces acteurs, ces sujets qui « produisent » un espace physique qu'ils s'approprient ? À la fin de *La Production de l'espace*, Henri Lefebvre réfléchit, de façon très clairvoyante là encore, à l'une des grandes caractéristiques des batailles pour l'espace :


"Il n'y a donc pas lieu de s'étonner lorsqu'une question concernant l'espace entraîne la collusion [...] de gens très divers, les uns « réactifs » (réactionnaires dans le vocabulaire courant), d'autres "libéraux" ou « radicaux », « progressistes », démocrates "avancés", voire révolutionnaires. De telles coalitions à propos d'un contre-projet ou contre-plan, proposant un contre-espace, et l'opposant aux stratégies en cours d'exécution, s'observent dans le monde entier, aussi bien à Boston, à New-York, à Toronto, que dans les villes anglaises ou japonaises. Les uns, les "réactifs", s'opposent à tel projet parce qu'ils défendent leur espace privilégié, leurs jardins et parcs, leur nature et leur verdure, parfois leurs vieilles maisons accueillantes et parfois leurs taudis familiers. D'autres, « libéraux », ou « radicaux », s'opposent à ce même projet parce qu'il permet la mainmise sur l'espace du capitalisme en général, ou de tel groupe financier, ou de tel promoteur. L'ambiguïté de certains concepts - celui d'écologie, par exemple... - favorise les plus singulières alliances. [...] La

8.  
Lefebvre,  
La  
Production  
de  
l'espace

diversité des coalitions permet d'expliquer la méfiance des partis politiques traditionnels envers les questions spatiales."<sup>8</sup>

Quand il écrit ces lignes au début des années 1970, Lefebvre voit déjà que les luttes écologiques fondées sur les terres qui s'annoncent donneront lieu, comme il le dit, à une « collusion » et même aux « plus singulières alliances ». Ce qu'il souligne ici, c'est une unité de situation (une collaboration passionnée) qui n'est ni idéologique ni identitaire. Même s'il situe dans ce passage la création de « Contre-espaces » dans des cadres urbains, c'est aussi bien l'histoire future de la zad de Notre-Dame-des-Landes que Lefebvre écrit ici, observant ce qui constitue sans doute, avec la défense, sa caractéristique la plus évidente : la construction de ce que j'ai appelé plus haut la solidarité dans la diversité extrême. Quand les paysans historiques ont cherché à défendre leurs terres et leur mode de vie en refusant de vendre au gouvernement dans les années 1970, ils ont réussi dans un premier temps, mais surtout grâce à l'inertie du gouvernement et à sa stratégie consistant à attendre qu'ils partent d'eux-mêmes. Après quoi l'Etat a plus ou moins oublié le projet pendant des années. Mais quand l'idée de l'aéroport a refait surface (Sous un gouvernement socialiste) au début des années 2000, les paysans ont appelé à l'aide et les occupants sont arrivés, le tout formant bientôt une greffe parcourue de nombreux conflits composée d'au moins trois groupes très différents - paysans, occupants,





citadins - qui ont commencé à partager un territoire et un mouvement.


Ce type de coalition est déjà assez singulier quand on le compare à des mouvements de lutte pour les terres similaires en Australie, par exemple, ou en Amérique ou dans d'autres anciennes colonies de peuplement. La plupart des luttes pour les terres en Amérique comme au Chiapas, à Standing Rock dans le Dakota du Nord et du Sud, ou sur les nombreux blocages de pipelines au Canada, sont essentiellement menées par des indigènes. Ils sont bien sûr rejoints par des soutiens non indigènes mais les dynamiques du mouvement sont nécessairement coalisées par l'histoire troublée du rapport des peuples autochtones à leur terre. Une dynamique similaire prévalait aussi dans le mouvement du Larzac en France. Si les groupes venus soutenir les paysans étaient d'une diversité rarement vue en France jusque-là – maoïstes, séparatistes occitans, pacifistes, révolutionnaires décidés à renverser le gouvernement, religieuses -, ce sont les paysans, les familles qui s'étaient engagées à ne pas vendre leurs terres, qui tenaient les rênes du mouvement et prenaient les décisions. Dans la zad, en revanche, avec son assortiment improbable de Composantes hétéroclites- vieux paysans « historiques», jeunes paysans plus radicaux de la région, petits-bourgeois tenant des commerces dans les villages voisins, élus, occupants anarchistes et naturalistes qui ne croyaient même pas à l'élevage-, il n'y avait pas *un*

9.  
Collectif  
Mauvaise  
troupe,  
Contrées

groupe qui assumait la direction. Cela a donné lieu à un type de mouvement très différent des luttes identitaires ou idéologiques qui nous sont familières dans l'histoire de la gauche, un mouvement qui, dans son désir de tenir ensemble les composantes diverses mais égales qui le constituent, demande, comme le disait une habitante de la zad, « plus de tact que de tactique »<sup>9</sup>.

A Valparaíso, au Chili, un exercice de solidarité similaire entre des groupes divers a abouti à une victoire notable. Fin 2017, la Cour suprême du Chili a annulé le permis de construire un énorme centre commercial qui aurait dû occuper tout un quartier historique de la ville, la zone portuaire, toujours en activité. Cette décision mettait un terme à un combat de dix ans des habitants contre les promoteurs. Au Chili, les malls à la nord-américaine, comme les aéroports en Espagne, se sont multipliés dans tout le pays, accompagnés par le discours éprouvé de la modernisation, de la création d'emplois et du profit économique. Mais ce projet-là écrasait tous les autres par son ampleur : il prévoyait l'installation de 162 boutiques de luxe, plusieurs centres de congrès et même un parc d'attractions. Une fois encore, une nouvelle alliance inattendue-réunissant en l'occurrence principalement des dockers, des artistes, des urbanistes et des étudiants - a bien perçu ce qu'était réellement ce centre commercial : un espace conçu non pour eux mais pour les touristes et les hommes d'affaires de passage, et donc un pillage des biens communs. Ce fut

4




encore une guerre prolongée mais s'il a fallu dix ans d'actions concertées, de recours juridiques et d'improvisations, cette coalition singulière a fini par réussir à défendre sa ville et son front de mer.

Il est important de souligner, comme le fait Lefebvre de manière plus générale, le manque d'unité identitaire ou idéologique au cœur de ces coalitions. Les formes communales de l'« habiter » ou du « partage de l'usage » en particulier des terres - sont si directement politiques qu'elles nous permettent de rompre avec les modalités de l'idéologie et de l'identitarisme. La zad n'était pas une petite chapelle d'adeptes qui pensaient la même chose et chantaient le même hymne - rappelez-vous, à cet égard, la répugnance de l'occupante citée plus haut à participer au « Cycle des Douze » et donc à se confronter aux disputes qui divisaient les occupants. Le collectif Mauvaise troupe a donné un nom au processus consistant à maintenir la diversité tactique face à un ennemi commun - c'est ce qu'il a appelé la « Composition ».

La composition, en un sens, est née avec la zad, même si elle est bien évidemment liée à la subjectivité politique relationnelle qui a caractérisé les mouvements des années 1960 et 1970. On a évoqué la coalition tripartite qui a émergé en 1968 à Nantes quand des paysans ont rejoint les étudiants et les ouvriers en grève. Une subjectivité relationnelle d'un type similaire s'est clairement développée dans la préfecture de Chiba près de Tokyo dans les

années 1970, quand une coalition a vu le jour, sous des cieux quadrillés par la domination américaine, sous la forme d'une rencontre entre des paysans, qui ont commencé par se retrancher pour défendre leur mode de vie mais ont vite découvert la vraie violence dont l'Etat était capable, et des étudiants et des ouvriers radicaux de la capitale qui, jusque-là, n'avaient même jamais réfléchi à comment, où et par qui était produit ce qu'ils mangeaient. Mais le type de base sociale qui s'est créé à la zad était différent : il s'agissait essentiellement d'une alliance de travail, qui supposait des déplacements et des désidentifications mutuelles, comme dans le cas des mouvements des années 1960 et 1970, mais aussi le partage d'un territoire physique, d'un espace de vie. En réalité, la composition n'est que le fruit d'une rencontre inattendue entre deux mondes ou plus, et la promesse contenue dans le devenir-Commune de cette rencontre. C'est donc un espace, ou plus exactement un processus, où même les antagonismes peuvent créer un attachement. Lorsque des forces autonomes s'unissent et s'associent, elles peuvent se compléter ou se contredire mais, en fin de compte, elles demeurent dépendantes les unes des autres. Lorsque le processus fonctionne, les différents éléments s'efforcent de travailler ensemble à la poursuite de désirs communs qui dépassent chacun d'eux, plutôt que d'essayer de résoudre leurs différends.





L'objectif, en d'autres termes, est une reconnaissance continue de la valeur de la complémentarité des pratiques. Ce qui veut dire : ne pas essayer de convaincre l'autre ou de le convertir à la supériorité de ses propres méthodes, qu'on privilégie le sabotage des machines, le montage de dossiers juridiques, le recensement des espèces menacées ou la violence frontale avec la police. Il n'y a pas d'intérêt à fétichiser la légalité ou l'illégalité, la violence ou la non-violence. C'est d'autant plus important dans un mouvement que l'Etat n'a de cesse d'essayer de diviser et de vaincre en montant un groupe contre l'autre. La force du mouvement provient précisément de sa diversité, qui, dans le cas de la zad, lui a permis de s'exprimer à travers divers types d'action, des blocages d'autoroutes avec des tracteurs aux recours juridiques et aux manifestations violentes. Sa force provient de la complémentarité de méthodes.

La composition crée et essaye de maintenir la solidarité dans la diversité, la solidarité entre des personnes aux idéologies, aux identités et aux convictions disparates dont le rassemblement et la cohésion face à un ennemi commun n'aboutissent pas à une orthodoxie mais simplement à un éclectisme continué. D'où, comme le remarque Lefebvre, l'allergie des partis politiques aux mouvements de lutte pour les terres de ce type qui, bien entendu, le leur rendent bien. Cet éclectisme et les désaccords qu'il peut engendrer sont souvent épuisants, exaspérants même. Pourquoi faire cet effort alors ? Parce que la puissance du

mouvement réside dans un certain excès - l'excès qui consiste à créer quelque chose qui est quelque chose de plus que la somme de nous-mêmes.

La composition est la marque d'un investissement massif dans l'organisation de la vie en commun sans les exclusions au nom des idées, des identités ou des idéologies qu'on rencontre si fréquemment dans les milieux radicaux. En tant que tel, c'est le tissage d'un nouveau type de solidarité, où l'unité d'expérience compte plus que la divergence d'opinions, et qui répond à la conviction de Kropotkine pour qui la solidarité n'est ni une éthique ni un sentiment moral - c'est une stratégie révolutionnaire, et sans doute la plus importante de toutes. N'oublions pas que la première et la seule véritable Internationale est née, bien sûr, au XIXe siècle, de la création d'une solidarité entre les travailleurs, de la reconnaissance par les travailleurs de leurs intérêts partagés par-delà les différences nationales. A présent toutefois, comme André Gorz et d'autre l'ont bien montré, le monde du *travail* - en chercher, l'accomplir, s'identifier à lui, être identifié par lui -, le monde qui donnait sens aux vies et aux actes des membres de la Première Internationale et qui a aussi donné naissance à l'idée qu'il n'y avait qu'un groupe social destiné à créer le communisme, ce monde n'est plus un monde que nous partageons. Ce que nous partageons en effet, c'est un ennemi commun qu'on peut appeler de différentes manières : capitalisme international, techno-capitalisme,

6



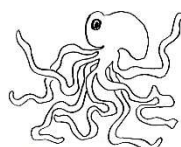
complexe agro-industriel. Et ce qu'offre la Commune en tant que médium politique et social que n'offre pas l'usine, c'est un spectre social plus large - qui inclut les femmes, les chômeurs, les vieux, les animaux, les enfants. Elle inclut non seulement le champ de la production mais aussi celui de la consommation et elle constitue en pratique, du moins en partie, une issue existentielle collective, à l'échelle humaine, au monde du travail salarié, de la satisfaction consommatrice, et, ce qui est sans doute plus important encore, une issue à ce qui reste de croyance en la promesse de croissance infinie du capital. Ce que nous montrent les mouvements de composition

10.  
Tristan  
Vebens,  
Notes  
de  
discussion  
sur les  
possibles  
dans la  
Zad de  
Notre-  
Dame-  
des-  
Landes et  
ailleurs

contemporains, c'est que le développement de stratégies en commun avec des gens qui ont des modes d'action politique différents est non seulement possible mais désirable à condition d'avoir un ennemi clairement désigné en commun et que la solidarité opère au profit de l'ensemble des différentes composantes- une solidarité non malgré mais en raison de la diversité des groupes. Comme l'a très bien formulé un ami rencontré à la zad : « Nous avons le dos au mur tous les moyens sont bons, pourvu qu'ils ne soient pas uniques : la complémentarité des pratiques a surgi de la lutte »<sup>10</sup>.

7

Pour nous joindre, nous proposer un texte ou être informé.es de nos discussions mensuelles, contactez-nous à [editions-communes-brochures@proton.me](mailto:editions-communes-brochures@proton.me). Vous pouvez aussi retrouver nos autres textes sur le site [communesbrochures.noblogs.org](http://communesbrochures.noblogs.org)



· Communes Brochures ·